

ASSEMBLÉE NATIONALE27 juin 2026

PROTECTION DES ENFANTS - (N° 2841)

Adopté

N° CS835

AMENDEMENT

présenté par

Mme Perrine Goulet, M. Balanant, Mme Gervais, Mme Lingemann, Mme Maud Petit, M. Croizier
et Mme Mette

ARTICLE 2

À la dernière phrase de l'alinéa 16, substituer aux mots :

« s'articule avec »

les mots :

« est intégré dans ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le « projet de vie » d'un enfant ne doit pas être simplement un nouveau document. Il ne doit pas « s'articuler » avec le projet pour l'enfant, mais bien en faire partie.

En multipliant les documents ou procédures qui souvent se superposent – DIPC (document individuel de prise en charge), contrat de séjour pour les établissements depuis la loi de 2002, PPE (projet pour l'enfant), contrat d'accueil pour l'ASE depuis la loi de 2007, rapport de situation pour le juge, la CESSEC... – on accroît les tâches administratives pour les professionnels.

Ce n'est pas l'idée de concevoir un « projet de vie » pour l'enfant qui est remis en question mais le fait de ne pas le traduire en document supplémentaire à élaborer.

Le risque est qu'un nouvel écrit professionnel se fasse, soit au détriment du temps passé auprès de l'enfant et de sa famille, soit ne soit pas réalisé.

Tel est l'objet du présent amendement.

Amendement suggéré par Départements de France.

